MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE STOCKHOLM

N° 29 – 13 mai 2022

Pays nordiques

Ralentissement de la croissance économique dans les pays nordiques. Selon le dernier Nordic Outlook de la banque SEB, la croissance dans les pays nordiques passera de 4,3% en 2021 à 2,4% en 2022, puis à 2,1% en 2023. La situation entre les pays contraste cependant avec une prévision d'un net ralentissement en Suède (+1,8% en 2022) et en Finlande (+1,8%) alors que la Norvège bénéficie du choc sur le prix des matières premières (+3,6%).

	2020	2021	2022	2023
Danemark	-2,1	4,8	2,4	2,4
Finlande	-2,3	3,5	1,8	1,5
Norvège	-0,7	3,9	3,6	2,9
Suède	-2,9	4,8	1,8	1,8
Pays nordiques	-2,1	4,3	2,4	2,1
Zone Euro	-6,4	5,4	2,1	2,8

Danemark

Le nombre d'employés étrangers a été multiplié par deux depuis 2010. 251 000 ressortissants non-Danois étaient présents à temps plein sur le marché du travail début 2022 – sur un total de 2,9 millions de personnes –, contre seulement 126 000 en 2010, d'après les derniers chiffres publiés par l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*). Steen Nielsen, directeur adjoint de la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*), a appelé à l'adoption d'une nouvelle législation permettant de faciliter l'embauche de travailleurs étrangers afin de résoudre la problématique de pénurie de main d'œuvre. À l'heure actuelle, tout travailleur non-européen souhaitant obtenir un permis de travail au Danemark doit justifier d'un salaire annuel minimum de 448 000 DKK (60 054 €), un seuil que l'opposition a récemment proposé d'abaisser à 360 000 DKK (48 257 €).

L'âge réel de départ à la retraite atteint 66,1 ans. Les Danois restent en moyenne trois mois de plus sur le marché du travail qu'à la même période l'an passé, d'après les résultats de l'enquête menée par le fonds de pension PFA. Cette hausse est le résultat du relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite, porté à 67 ans en janvier 2022, mais également d'une tendance accrue au prolongement de carrière chez les seniors. Les déductions d'impôt supplémentaires ainsi que les pensions d'État bonifiées incitent « environ une personne sur quatre à rester en activité après l'âge de la retraite », d'après Kent Damsgaard, directeur général de la société Forsikring & Pension. Fin 2021, près de 86 000 Danois se trouvaient dans cette situation, contre moins de 57 000 en 2010.

La nouvelle stratégie numérique danoise dévoilée. Le Gouvernement social-démocrate a présenté jeudi 5 mai un ensemble de 61 mesures visant à accélérer le déploiement de nouvelles technologies « au service des citoyens et des entreprises ». 2,14 Mds DKK (287 M€, soit 0,08% du PIB) seront consacrés à leur mise en œuvre au cours des quatre prochaines années, en priorité dans les domaines de la santé, l'emploi, la cyberdéfense et la transition écologique. « Nous devons accentuer le développement tout en maintenant l'accent sur la sécurité et la responsabilité afin que les Danois continuent d'avoir confiance dans la société numérique », a déclaré le ministre des Finances Nicolai Wammen. L'annonce a suscité des réactions enthousiastes parmi les principales organisations professionnelles, au premier rang desquelles la Société danoise de l'informatique (*Dansk IT*), dont le porte-parole a salué « un plan nécessaire qui met l'accent sur le citoyen, protège la confiance et la transparence, et travaille de manière ciblée pour renforcer les compétences numériques des Danois».

Nombreuses difficultés de remboursement des prêts covid à taux zéro. 21,6 Mds DKK (2,9 Mds€) de prêts à taux zéro accordés par l'État à 45 085 entreprises danoises dans le contexte de la crise sanitaire arrivaient à échéance le 1er avril. Au total, près de 13,7 Mds DKK (1,8 Md€) ont été collectés par l'Agence fiscale danoise (*Skattestyrelsen*), à raison de 486 000 DKK (65 147 €) par société en moyenne, d'après un communiqué de l'institution daté du 29 avril. Environ 15 000 entreprises endettées à hauteur de 6,2 Mds DKK (831 M€) ont de leur côté négocié la mise en place d'un plan de remboursement, prévoyant un rééchelonnement des paiements sur 12 ou 24 mois, avec instauration d'un taux d'intérêt mensuel de 0,7% – des conditions qui devraient conduire à la faillite de 3 000 d'entre elles, d'après les anticipations de Martin Kyed, chef économiste de SMVdanmark (organisation professionnelle pour les PME). Les 1,7 Md DKK (228 M€) restant devraient pour leur part être transférés sous peu à l'Agence danoise de recouvrement des créances (*Gældsstyrelsen*).

Fort impact de guerre en Ukraine pour les entreprises manufacturières danoises. Interrogées par *Dansk Industri*, 55%

des sociétés du secteur des médicaments, des produits métalliques, de l'alimentation, etc.) rapportent des annulations massives de commandes en raison de la fermeture totale ou partielle des marchés ukrainien, russe et biélorusse, ainsi que des difficultés d'approvisionnement en matières premières liées au conflit. 67% d'entre elles indiquent en conséquence des perspectives de croissance affaiblies, « un coup dur pour le développement international des affaires danoises », d'après Morten Granzau Nielsen, directeur adjoint de la confédération. Avec près de 40 000 salariés recensés au sein de 299 entreprises, le secteur manufacturier représente environ 12% de l'emploi industriel au Danemark.

Finlande

Les exportations vers la Russie ont fortement chuté, en valeur, en mars 2022. La valeur des exportations de marchandises de la Finlande vers la Russie a chuté de 42 % en mars 2022 par rapport à mars 2021, selon les statistiques préliminaires des douanes finlandaises. A l'inverse, la valeur des importations finlandaises en provenance de Russie a augmenté de 63 % en mars 2022 par rapport à mars 2021, en raison de la hausse des prix de l'énergie et de la part de ses dernières dans les importations depuis la Russie.

Le financement des startups finlandaises a battu un nouveau record en 2021. Les startups finlandaises ont réussi à lever 1,2 Md€ de financement sur l'année 2021, ce qui en fait le montant annuel le plus élevé jamais atteint. Les principaux pourvoyeurs de fonds sont les investisseurs en capital-risque, qui ont injecté près de 750 M€ (dont 550 M€ d'acteurs étrangers), le reste de ces financements provenant d'entreprises, de *business angels*, ou de schéma de *crowdfunding*...). Le montant des investissements en venture-capital en 2022 pourrait être affecté par les conséquences de la guerre en Ukraine.

Fennovoima résilie son contrat avec Rosatom pour le projet de centrale nucléaire Hanhikivi 1. Le projet de construction d'une centrale à Pyhäjoki, mené par le consortium finlando-russe de Fennovoima (détenu à 66% par des entreprises finlandaises, et à 34% par la filiale RAOS Project de Rosatom) reposait sur un accord de plus de 7 Mds€, concernant l'installation et la conception de la centrale, ainsi que la fourniture d'un réacteur VVER 1200 de technologie russe. Fennovoima a mis en avant les retards récurrents et l'incapacité technique de la filiale de Rosatom à mettre en œuvre le projet. La résiliation du contrat signifie la suspension immédiate de tous les travaux de conception et d'aménagement menés par RAOS sur le site de Hanhikivi 1.

Proposition de conciliation sur les conventions collectives des agents municipaux. Suite au blocage des négociations relatives à une nouvelle convention collective pour les agents des municipalités (secteur de la santé, travailleurs sociaux, enseignants etc.), et les grèves qui ont suivi dans dix villes de Finlande la semaine dernière (3-9 mai), un comité interministériel a fait une proposition de conciliation, le 10 mai. Celle-ci comprend la signature d'une convention pour trois ans et un programme salarial qui s'étendrait sur cinq ans. Les salaires de ces catégories bénéficieraient d'une hausse supplémentaire de l'ordre de 1% par an par rapport aux augmentations générales des salaires et ce pendant 5 ans (donc sur la période 2022-2027). Si la plupart des syndicats du secteur public municipal ont accepté l'accord, les deux syndicats des professionnels de santé, Tehy et SuPer, l'ont quant à eux rejeté.

Islande

L'inflation atteint un record depuis 2010. L'inflation en Islande a atteint 7,2% en avril en glissement annuel, son plus haut niveau depuis 2010. Les prix de l'alimentation et des boissons ont augmenté de 1,4 %, les prix de l'immobilier ont augmenté de 2,4 % et les prix des vols internationaux ont augmenté de 22,9 %. La Banque centrale islandaise prévoit que l'inflation dépassera 8 % au troisième trimestre 2022.

Augmentation du taux d'intérêt directeur. Dans ce contexte inflationniste, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Islande a relevé de 1 point de pourcentage le taux d'intérêt qui s'établit à 3,75 %.

Après la pandémie, l'Islande renoue avec le tourisme. Près d'un million et demi de touristes sont attendus à l'aéroport international de Keflavik cet été. Au mois d'avril, le nombre de touristes représentait 82% de ce qu'il était en 2019. Pour rappel, avant la pandémie, la contribution directe du tourisme au PIB s'élevait à 8% de celui-ci.

Le prix des loyers a doublé en dix ans. Selon l'Association des locataires, le prix des loyers islandais a doublé en une décennie. Plus de 10 % des locataires islandais consacrent plus de 70 % de leur revenu au logement. Ainsi, 63 % des jeunes adultes de moins de 24 ans et 39 % des moins de 29 ans vivent au domicile de leurs parents.

Augmentation des émissions de CO2.
Les émissions de CO2 en Islande ont augmenté de 3,5 % en 2021, selon un rapport récemment publié par Statistics Iceland. Les émissions sont passées de 5 304 kilotonnes en 2020 à 5 488 kilotonnes en 2021. Entre 2019 et 2020, les émissions avaient fortement chuté, passant de 6 543 kilotonnes à 5 304 kilotonnes en raison des restrictions de voyage dues à la pandémie de Covid-19.

Icelandair enregistre plus de 47 M€ de pertes au premier trimestre 2022.
Icelandair, la plus grande compagnie aérienne d'Islande, a enregistré environ 6,5 Mds ISK (47,4 M€) de pertes au cours du premier trimestre 2022 contre 4 Mds ISK (29,2 M€) au premier trimestre 2021. Au total, Icelandair a perdu 86 Mds ISK (627 M€) depuis 2018.

Arion Bank présente un bénéfice net de 42 M€ au premier trimestre 2022.
Arion Bank, l'une des trois principales banques islandaises déclare un bénéfice net d'environ 5,8 Mds ISK (42M€) au premier trimestre 2022, équivalent à celui enregistré au cours de la même période en 2021. Arion Bank est la seule banque islandaise qui n'est pas partiellement détenue par l'Etat.

Norvège

La Norvège exporte un volume record de gaz vers l'Europe. Le ministre du Pétrole et de l'Énergie, M. Terje Aasland, a déclaré le 9 mai que son ministère s'attendait à livrer 122 Mds de m^3 de gaz à l'Europe cette année, battant potentiellement le record de 117 Mds de m^3 exportés en 2017. M. Aasland a ajouté que les exportations comprendront également des volumes de gaz liquéfié produits à l'usine de l'île de Melkoya, dans la municipalité d'Hammerfest.

Le Danemark et la Pologne raccordés au gazoduc norvégien Europipe II. Le 26 avril, le Danemark et la Pologne se sont connectés au système de gazoducs norvégiens en mer du Nord par le biais du Baltic Pipe. Le gazoduc sera pleinement opérationnel en 2023. Baltic Pipe pourra transporter 10 Mds de m^3 de gaz par an, et cette nouvelle source de gaz contribuera à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en Pologne. La Norvège a annoncé qu'elle pourra couvrir la moitié des besoins en gaz de la Pologne d'ici la fin de l'année, compensant ainsi les livraisons interrompues par la Russie.

La Norvège entend concilier extraction d'hydrocarbures et accélération de sa transition verte. L'Etat a ainsi augmenté à 3,4 Mds de NOK (environ 340 M€ ; 0,08% du PIB) son soutien au projet CCS (capture et stockage de carbone) de l'incinérateur d'Oslo, contre les 3 Mds NOK annoncés initialement. En outre, pour la première fois en Norvège, la Direction de l'énergie (NVE) a délivré une licence pour la construction d'un parc photovoltaïque (les installations pourront alimenter 320 foyers en électricité). Enfin, le niveau d'investissements d'Equinor sera maintenu au plus haut dans les décennies à venir, afin de continuer à proposer des hydrocarbures dont l'extraction offshore bénéficie d'un bilan carbone relativement faible, et aider l'Europe à se détacher de sa dépendance aux énergies russes.

La Norvège renforce sa participation au Fonds pour la consolidation de la paix.

Un paquet exceptionnel de crise pour l'Ukraine a été voté au Storting (Parlement), avec 10 Mds NOK (environ 1 Mrd€, 0,24% du PIB) dédié à l'accueil des réfugiés (centres d'accueil, logement, dispositifs pour l'intégration). Les forces norvégiennes recevront une dotation de 3,5 Mrds NOK (environ 350 M€, 0,08% du PIB). Les sources de financement de ces mesures seront détaillées dans le projet de loi de finances rectificatif attendu pour le 12 mai. En outre, lors de la réunion de haut niveau de l'AGNU pour la paix le 8 mai, la Norvège a annoncé le versement de 100 M NOK (environ 10 M€, 0,002% PIB) au Fonds pour la consolidation de la paix, soutenant les actions pour la paix étaient également d'actualité dans d'autres régions du monde.

La Norvège interdit ses ports aux navires russes à l'exception des chalutiers. Conformément au cinquième paquet de sanctions de l'UE, Norvège a interdit l'accès de ses ports aux navires russes de marchandises le 29 avril. Cette interdiction ne concerne pas les chalutiers russes, représentant 2/3 des navires russes dans les ports norvégiens. Ils y ont débarqué 600 M NOK (60M€, 0,01% PIB) de produits de la mer depuis fin février, un montant similaire à celui de la même période l'an dernier. L'exécutif refuse que la fermeture des ports soit étendue aux navires de pêche, ceci afin de préserver la gestion bilatérale des ressources halieutiques en mer de Barents.

La Norvège conclut un accord sur la pêche au cabillaud au Svalbard. Après le Brexit, en réaction à une décision de l'UE, la Norvège avait fixé des quotas pour les navires de l'UE pour la pêche au cabillaud dans la zone de pêche protégée près du Svalbard pour 2021, quotas que l'UE avait contestés. Un nouvel accord a été trouvé le 28 avril : la Norvège attribuera aux navires des États membres de l'UE un quota de cabillauds dans la zone. De son côté, l'UE établira des règlements pour les navires des États membres dans les eaux internationales, tant dans la mer de Barents que dans la mer de Norvège, en consultation avec la Norvège. Le quota de cabillauds pour 2022 sera de 19 636 tonnes, ce qui correspond au quota traditionnel pour les pays tiers dans la zone.

Suède

L'inflation a atteint son plus haut niveau depuis décembre 1991. L'Office suédois des statistiques (SCB) a annoncé que l'inflation avait atteint +6,4% en avril en glissement annuel contre +6,1% en mars.
Ce niveau, inconnu depuis décembre 1991 est supérieur aux attentes du marché comme de la Banque de Suède. L'inflation hors énergie a, pour sa part atteint 4,5% en avril en glissement annuel contre 4,1% en mars. Les négociations salariales au printemps entre les partenaires sociaux s'annoncent désormais difficiles avec des revendications de hausses de l'ordre de 4%.

La production suédoise en hausse dans l'industrie et les services. En mars 2022, l'indice de la valeur de la production de l'ensemble des secteurs a augmenté de +3,2%, par rapport à mars 2021. En glissement annuel, la production du secteur industriel manufacturier a augmenté de 0,8%, tandis que l'industrie chimique-pharmaceutique a connu une croissance de 13,1%. L'industrie automobile déroge à cette tendance avec une activité économique qui diminue de 17,8%, par rapport à mars 2021.

Une tendance similaire se retrouve dans les services avec une production qui augmente de 3,9% en mars 2022 par rapport à mars 2021, portée cependant par les activités de services administratifs, techniques et de soutien (+ 10,4%). Le commerce de véhicules à moteur a connu d'importantes difficultés et son activité diminue de 12,2% (en glissement annuel).

Le taux de syndicalisation en baisse. Le taux de syndicalisation chez les hommes est passé de 68,5% en 2008 à 65,1% en 2021 (71% des employés de bureaux sont syndicalisés contre seulement 59% des ouvriers). Chez les femmes la baisse est moins significative puisque le taux est passé de 72,6% en 2008 à 71,5% en 2021 (77% des employées de bureaux sont syndicalisées contre seulement 61% des ouvrières). L'augmentation du montant des cotisations dans certains secteurs et le développement d'une nouvelle génération d'entreprises de la Tech notamment (Start-ups, licornes…) où la syndicalisation ne semble pas attirer les salariés comme c'est le cas dans l'industrie classique, sont deux facteurs qui expliquent cette tendance.

Le gouvernement rejette la demande d'Aeroflot de voler entre Moscou et Stockholm, cet été. A cette occasion, le ministre des Infrastructures a insisté sur l'importance de maintenir l'espace aérien fermé à la Russie, en application des sanctions européennes.

Les ventes de Volvo Cars ont chuté de 25% en avril, par rapport au même mois de l'année précédente. L'entreprise suédoise, filiale

du groupe chinois Geely depuis 2010, note en revanche que les ventes de la gamme Volvo Recharge (voitures électriques et hybrides rechargeables) ont augmenté de 19% en avril (également en comparaison avec avril 2021), s'établissant à 38% des ventes totales de l'entreprise. Les chaînes de production de Volvo Cars continuent d'être particulièrement affectées par les restrictions sanitaires en Chine et les pénuries de semi-conducteurs.

IKEA investit 3 Mds€ d'ici fin 2023, via sa holding Ingka Group. Cet investissement devrait permettre au groupe suédois de moderniser ses magasins existant, notamment ses services de commande en ligne et de livraisons à domicile. IKEA prévoit également d'établir de nouvelles enseignes plus proches ou en centre-ville, à l'image de celle qui s'est ouverte cette semaine à Nice, et celle prévue cet été à Stockholm.

Swedish Match sur le point d'être absorbée par Philip Morris. Le géant du tabac américain vient de faire une offre de rachat de 16 Mds USD pour racheter le suédois Swedish Match, spécialiste de la poudre à tabac humide (snus/tabac à chiquer) particulièrement populaire dans les pays nordiques et aux Etats-Unis. Swedish Match produit dans sept pays des marques telles que Zyn, America's Best chew, Oliver Twist, General et Onico. Le siège se trouve à Stockholm et l'entreprise emploient au total 7 500 personnes, dont 3 800 travaillent en République Dominicaine, 1 300 aux Etats-Unis et 500 au Brésil.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en glissement annuel*)	T1 2022
Suède	1,3	1,1	2,1	1,4	4,8	-0,4
Danemark	-0,4	2,1	1,1	0,8	4,1	0,3
Finlande	0,3	2	0,8	0,2	3,5	0,2
Norvège	0	0,8	3,9	0,1	3,9	1,0
Islande	-0,5	6,6	6,8	4,4	4,3	4,6

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

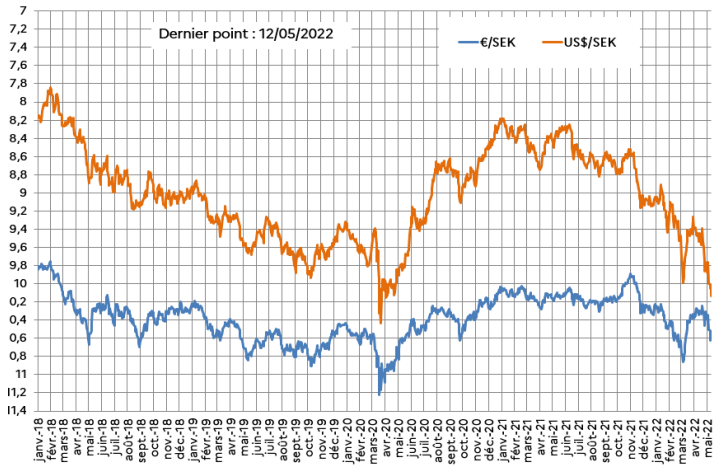
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en moyenne annuelle*)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,8
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	5,4
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,7
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	4,5
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,2

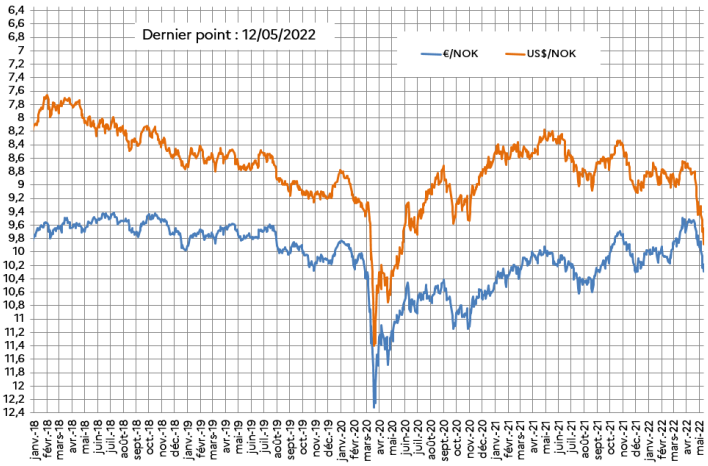
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, A. Marsal) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : alexia.marsal@dgtresor.gouv.fr